



Le CETA, prochaine étape de la guerre à la planète!



Avec l'accord **C.E.T.A** (Commercial Economic Trade Agrément/ Accord Economique Commercial Global) les multinationales déclarent la guerre à la Planète.

1598pages composent ce nouveau traité international pour permettre aux insatiables multinationales d'étendre leurs marchés entre le Canada et l'Union Européenne, via les airs et la mer et au détriment du climat.

1598pages qui abolissent les droits de douanes sur le pétrole, les gaz, les charbons, le pétrole bitumineux, l'agroalimentaire au détriment des objectifs de la COP 21.

1598pages _ où le droit à polluer est institutionnalisé.



1598pages _ qui permettront aux multinationales, par le biais

des tribunaux arbitraux, d'exiger des indemnités compensatoires aux Etats signataires si ceux-ci avaient l'audace de privilégier ces biens communs que sont la santé, les droits sociaux et l'environnement à leurs profits.



SEULEMENT 13pages sur le développement durable et l'environnement, où ne figure aucun instrument de contrainte ou de sanction qui permettrait de protéger les populations face à des projets climaticides.

SEULEMENT 13pages. sur l'environnement, alors que ce type d'accord aggrave une situation déjà existante où les oiseaux meurent, les abeilles disparaissent, les forêts sont déracinées, les mers et océans sont vidés, asphyxiés, les sols et l'air sont pollués...



SEULEMENT 13pages comme une aumône méprisante aux intérêts communs et aux biens communs.

Au prétexte de la croissance, et des emplois qui en découleraient (qu'on attend depuis quarante ans de traités de libre-échange), par le CETA, les gouvernements européens sont sur le point de lâcher une bonne fois pour toutes la bride à des investisseurs qui iront jusqu'au bout de leur logique du profit d'abord amenant destruction des droits sociaux et de l'environnement.



L'accord CETA est dangereux environnementalement, démocratiquement, économiquement et socialement, et devra bientôt être ratifié par le parlement français.

Deux dispositifs dans l'accord vont permettre de donner le pouvoir aux firmes transnationales. Le premier, le **«forum de coopération réglementaire»** va permettre d'harmoniser les normes entre l'Union Européenne et le Canada. Porte ouverte à l'arrivée massive de viandes d'animaux piquées aux hormones et lavés au chlore, d'animaux OGM comme certains d'élevages canadiens (saumon), du glyphosate, de plus de 42 substances toxiques interdites dans l'Union Européenne !

L'accord n'obligeant pas l'étiquetage précis et la provenance des produits, cela laissera le consommateur victime inconsciente d'intérêts privés, dont le seul but est le profit. Les multinationales ont déjà leurs lobbyistes dans ces instances... et votre avis vous le donnez quand ??



Le second dispositif, le **«Tribunal d'arbitrage»**,

permettra aux multinationales d'attaquer en justice privée des décisions ou normes d'Etats. Dans celui-ci siègeront des avocats d'affaires, payés des centaines de milliers de dollars, sans aucun contrôle de leur impartialité. Ce sont alors des décisions collectives, des volontés citoyennes et la puissance publique qui seront réprimées à coût de centaines de millions, voir milliards de dollars. Comme quand par exemple, la Roumanie est poursuivie par l'entreprise d'extraction de ressources « Gabriel Ressources »... qui lui demande 4,4 milliards de dollars comme compensation par rapport à ce qu'elle espérait initialement extraire !

Mais s'il n'y avait que le CETA..

D'autres accords de ce type sont en cours de ratification(ou vote) ou négociation entre l'Union Européenne et un de ses pays alliés. Le JEFTA avec le Japon (où la protection de nos données privées est particulièrement menacée), les pays du MERCOSUR (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay, Équateur, Colombie, Venezuela), le Mexique, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, le Vietnam, l'Indonésie, la Malaisie, ... tant de menaces !

Marche pour le climat du samedi 13 octobre 2018

A Marseille, la marche partira de l'Ombrière vers 14h et prendra la direction de la Mairie.

Fin du rassemblement prévue à 14h.



Conçu par le collectif Stop CETA de Nantes